# LA LETTRE DU CURAPP-ESS

N°8 JANVIER 2017



CURAPP

CENTRE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE SUR L'ACTION PUBLIQUE ET LE POLITIQUE, ÉPISTÉMOLOGIE ET SCIENCES SOCIALES

#### **EDITO**

2017 est une année de transition pour notre laboratoire, comme pour beaucoup d'autres à Amiens et en France. Nous mettrons en oeuvre notre nouveau projet, auquel nous avons consacré de longs mois de travail collectif l'an passé. Nos axes de recherche ont ainsi été resserrés autour de questions vives : les

ce qui est un privilège assez rare - d'un renouvellement de notre équipe de direction!

Et bien sûr nous vivrons, à la fois comme observateurs et comme citoyens, une année électorale riche en péripéties et en possibles périls. La stagnation économique et la crise de la représenta-



Membres du CURAPP-ESS, séminaire de rentrée 6 - 7 octobre 2016

rapports entre action publique et acteurs privés, les processus de socialisation, de politisation et de fabrication des groupes sociaux, le dialogue entre philosophie et sciences humaines et sociales et, transversalement, la façon dont les questions de genre sont mobilisées dans chacune de ces problématiques.

Plusieurs projets financés par de grands organismes entreront dans leur vitesse de croisière, en particulier ceux présentés dans cette lettre. Nous discuterons aussi - sereinement, tion politique n'en finissent plus de produire leurs effets délétères. Rappelons un fait majeur : l'université et la recherche publiques sont des investissements fondamentaux pour le pays et tout devrait être fait pour y renforcer l'indépendance des chercheurs et l'intégration des précaires. Et un second : les sciences humaines et sociales ont un rôle fondamental à jouer dans cette période, pour peu qu'on leur accorde les moyens de leur liberté!





# L'Ordinaire du Politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique

Coordinateur(s): François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot, Sabine Rozier

Résumé: Quels sont les liens ordinaires des Français à la politique? Les études réunies dans ce volume reprennent cette question classique en montrant tout à la fois ce que la politique signifie dans les situations routinières et quotidiennes des citoyens, en quoi les rapports au politique sont inscrits dans des trajectoires biographiques, autant individuelles que collectives,

et finalement ce qu'est le « cours ordinaire » de nos sociétés démocratiques. L'analyse de ces rapports profanes au politique est conduite à partir de terrains très variés, depuis les lieux d'habitation ou de travail jusqu'aux rares situations de contact avec les élus, en passant par la reconstitution détail-lée du lien qu'un seul individu entretient avec la politique le temps d'une campagne présidentielle.

Ouvrage publié aux Presses Universitaires du Septentrion, Coll. Paradoxa, 2016, 410 p.



CURAPP-ESS UMR 7319 Faculté de Droit et de Science Politique 10, Placette Lafleur BP 2716 80 027 Amiens Cedex 1

Tél. : (00 33) 3 22 82 71 48 Fax : (00 33) 3 22 82 71 34 Messagerie : curapp@u-picardie.fr Pour connaître toute l'actualité du laboratoire rejoignez-nous sur : http://www.u-picardie.fr/curapp/ Comité éditorial : Bertrand Geay (directeur de la publiction), Sophie Richardot (animatrice du Comité éditorial), Maïté Boullosa, Nathalie Devèze, Valérie Pacaud, (maquettiste), Paul Pasquali. Contribution à ce numéro : Patrick Lehingue, Diane Delacourt, Sandra Fontanaud, Thierry Guilbert, Marie-Victoire Bouquet.

# QUELLE CITOYENNETÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES EN FRANCE?

### UN PROJET PORTÉ PAR PIERRE-YVES BAUDOT, EN PARTENARIAT AVEC CÉLINE BRACONNIER

Le projet VOTHAN constitue la première enquête française sur la citoyenneté politique des personnes handicapées. En effet, à la différence des Etats-Unis, nous ne savons rien des comportements électoraux de nos concitovens en situation de handicap, que ce soit du point de vue de leur participation électorale, de l'orientation de leurs votes ou encore de la formation de leurs opinions politiques. En outre, alors que leur participation politique est théoriquement garantie par la législation nationale (loi du 11 février 2005) et les conventions internationales (UE, ONU) depuis plus de 10 ans, il n'existe encore aucune évaluation de la mise en œuvre effective de ce droit fondamental

Les échéances électorales de 2017 offrent ainsi l'occasion de combler ces manques et d'observer la manière dont la question du handicap, qui touche de façon directe ou indirecte 10 millions de personnes en France, sera prise en compte au cours des campagnes présidentielles et législatives à venir.

Le projet s'articule autour de quatre questions de recherche qui commandent la mise en œuvre une enquête multi-méthode, déploy ée depuis octobre 2016 dans les départements du Nord, de la Somme et des Yvelines : Quel est le degré de participation électorale des personnes handicapées ?

Quelles sont leurs conditions d'accès aux dispositifs électoraux?

Quelles sont les modalités de formation de leurs comportements électoraux et préférences politiques ?

Comment l'enjeu du handicap est-il pris en compte dans les campagnes électorales ?

L'objectif de l'enquête est de produire les premières données chiffrées sur la participation électorale des personnes handicapées et d'analyser dans quelle mesure leurs comportements et préférences politiques varient selon leurs propriétés sociales et situation de handicap, mais aussi selon leur rapport aux institutions administratives, leur degré d'encadrement par les structures associatives et les conditions d'application des mesures d'accessibilité électorale.

Le projet VOTHAN engage une équipe de six personnes dont quatre membres du CURAPP (Pierre-Yves Baudot, Marie-Victoire Bouquet, Diane Delacourt et Patrick Lehingue) et deux membres de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye (Céline Braconnier et Ghislain Gabalda).



Financeur : Région Picardie





# COMPRENDRE LE COMPORTEMENT DES ÉLECTEURS AUJOURD'HUI

### PATRICK LEHINGUE. RESPONSABLE SCIENTIFIOUE POUR LE CURAPP-ESS

Le laboratoire participe au programme de recherche ALCoV qui a pour objectif de comprendre les évolutions des comportements des citoyens face aux transformations contemporaines de la démocratie en France : crise du consentement, abstentionnisme, votes de défiance ou encore choix radicaux comme le soutien au FN. Le projet porte plus précisément sur un dispositif ambitieux d'analyses des votes et de l'abstention, lors de la séquence électorale 2017 (présidentielles puis législatives).

L'objectif du projet est de croiser différents dispositifs d'observation de l'abstention et des choix électoraux, d'articuler approches quantitatives et qualitatives et de réencastrer socialement et territorialement les logiques de production des votes en mettant l'accent sur les groupes primaires (famille, amis, voisins, collègues de travail).

Afin de restituer les dimensions contextuelles du vote, une douzaine de sites (Joigny, Amiens, Abbeville, Creil, Paris XVIe, Paris XVIIIe, quartiers nord de Marseille, Brignoles, Avignon...) ont été retenus et feront l'objet d'enquêtes approfondies de décembre 2016 à octobre 2017 avant, pendant, après l'élection présidentielle et jusqu'aux législatives de juin 2017.

Un dispositif d'enquête pluriel sera mis en place : dépouillement des listes d'émargement de plusieurs bureaux de vote et administration de questionnaires sortie d'urnes. Ce volet quantitatif sera doublé d'une enquête qualitative sur les circonscriptions choisies: un dispositif d'entretiens panélisés avec des électeurs et des observations sur ces territoires contrastés. En outre le projet propose d'articuler l'analyse des choix électoraux à celle des offres politiques et des techniques de mobilisation électorale déployées par les candidats sur le terrain.

Le projet ALCoV (Analyses Localisées Comparatives du Vote : défiance, abstention et radicalisation politique dans la France contemporaine) est financé par l'ANR de 2016 à 2019, coordonné par Eric Agrikoliansky (IRI-SSO/Dauphine), et qui associe également le CESSP, le CHER-PA et le CRESPPA.

Plusieurs membres du laboratoire participent à ce projet : Pierre-Yves Baudot, Diane Delacourt, Patrick Lehingue, Babak Taghavi, Marie Vannetzel, et Emmanuel Monneau (post-doctorant recruté sur le projet). Partenaires du projet : IRISSO (Coordinateur) CRESPPA

> CHERPA CESSP CURAPP-ESS

N°8 JANVIER 2017 LETTRE DU CURAPP-ESS PAGE 3

# LES ÉLUS ET L'ARGENT

## CURAPP-ESS, PARTENAIRE DU PROJET

Le Curapp-Ess est partie prenante du projet ELUAR, qui porte sur le rapport des élus politiques à l'argent.

Il s'agit ici, en renouant avec les constats et regrets de Max Weber relatifs à l'importance des conditions matérielles d'effectuation des activités politiques et à la grande ignorance dans laquelle se trouve plongée la sociologie sur ce terrain, de tenter de combler le fossé qui nous sépare des nombreuses recherches anglosaxonnes sur le sujet.

Le volet amiénois de l'enquête, coordonné par Patrick Lehingue et Sébastien Vignon s'attachera notamment aux questions:

- 1. de la codification progressive du métier politique (à travers notamment l'analyse des conditions de production, des débats parlementaires et du contenu de la loi du 11 octobre 2013 visant à une plus grande transparence de la vie politique)
- 2. des effets du cumul des mandats sur la professionnalisation (décryptage des déclarations d'intérêt et d'activité des 577 députés collectées et rendues partiellement publiques par la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique, et travail sur le cumul des indemnités en zone rurale rendu possible par la

création des intercommunalités).

3. des représentations et des pratiques des maires des communes rurales s'agissant de l'indemnisation de leurs mandats.

Le projet ANR Eluar (Les ELUs et l'Argent) est piloté par Rémy le Saout (Nantes, CENS). Il regroupe plusieurs laboratoires de science politique, de droit public et d'histoire (CNE - Avignon, CERAPS - Lille, CRJ - Grenoble, CSO - Paris, CURAPP-ESS - Amiens, LATTS - Marne la Vallée, TRIANGLE - Lyon).

#### Partenaires du projet :

CENS (Coordinateur)
CNE
CERAPS
CRJ
CSO
CURAPP-ESS
LATTS
TRIANGLE

# LE DISCOURS AUSTÉRITAIRE ET SA CIRCULATION

### PROJET FRANCO CANADIEN

Ce projet consiste à identifier et à analyser le discours économico-politique austéritaire et sa circulation dans l'espace social, c'est-à-dire entre les acteurs sociaux, politico-médiatiques et économiques. Il s'agit d'analyser comment ce discours s'installe durablement dans le débat public : comment il est diffusé, prend de l'importance et se reproduit via les reformulations et les reprises de ce discours. La thématique du projet est centrée sur la circulation du discours économique lors de la crise dite des dettes souveraines à partir de 2010.

L'originalité de ce projet – audelà de l'analyse du discours austéritaire elle-même – tient à la méthodologie utilisée pour identifier les discours influents (« discours premiers » ou originels et les discours « diffuseurs » des médias en ligne) pour les acteurs destinataires de ce discours. On utilisera les tweets et retweets des acteurs comme indices pour identifier les principaux discours agissants et constituer le corpus, mais aussi pour

mesurer la circulation sociale du discours économique austéritaire.

Le projet s'intitule « Analyse interdisciplinaire du discours économique austéritaire à partir de sa circulation sociale dans Twitter : des approches qualitatives et quantitatives complémentaires »\*. Il a été retenu par le Fonds France Canada pour la Recherche (FFCR).

Ce projet vise également à rapprocher deux équipes, française et canadienne, intéressées par le discours dans les SHS et à créer un groupe de recherche interdisciplinaire sur le discours économique. Les chercheurs de ce groupe sont issus des sciences politiques (R. Peñafiel), de la sociologie du langage (E. Rizkallah et D. Della Faille), de la sociologie de l'économie (F. Lebaron) et de l'analyse du discours (M. Temmar et T. Guilbert).

Ce projet finance actuellement un travail de recension des ouvrages sur le discours austéritaire confié à un post-doctorant (UQAM, Québec). Une première journée d'études sur le discours économique aura lieu le 4 mai 2017 à Amiens. Elle réunira des sociologues, politistes, économistes et linguistes canadiens, belges et français. Une seconde rencontre est prévue au Québec en septembre 2017.

\*Projet élaboré et déposé conjointement par Elias Rizkallah (centre ATO/Université du Québec) et Thierry Guilbert (CURAPP-ESS/UPJV).



#### NOUVEAUX CHERCHEURS ET CHERCHEUSES DU CURAPP-ESS



Laure Hadj Boaza est maître de conférences en démographie à l'UPJV. Ses travaux de recherche portent sur l'intégration sociale et les réponses à la vulnérabilité. Sa recherche doctorale a visé à interpréter une forme d'intégration sociale des ménages pauvres de la Nouvelle-Calédonie à partir de leur structure de consommation. Ce travail s'est inscrit dans un contexte politique

volontariste de « rééquilibrage» des inégalités au sein de la population. L'ouvrage tiré de sa recherche, publié chez l'Harmattan et préfacé par Serge Paugam, s'intitule Politique de développement et pauvreté des ménages calédoniens. Actuellement au sein d'un projet ANRS, elle étudie l'accès à une nouvelle offre de prévention du VIH - le Truvada en proxylaxie pré-exposition – chez les immigrés d'Afrique Subsaharienne et des Caraïbes installés en Ile-de-France. Ces populations se trouvent dans une position vulnérable face à la maladie en raison de leurs liens avec des pays très touchés par l'épidémie et/ou de leur précarité migratoire et sociale. Elle souhaite ainsi contribuer à la compréhension des inégalités de santé en étudiant l'accès aux soins comme un indicateur d'inégalité sociale.



Julien Beaugé est maître de conférences en science politique à l'Université de Picardie. Il a soutenu sa thèse en 2013 sur les pratiques du port du voile en France.

Ses recherches ont porté sur la construction du problème musulman en France, à travers le cas des « affaires de voile », et sur les modalités de transmission et d'appropriation de

cette pratique en France. Il s'est notamment interrogé sur les effets de la scolarisation de longue durée sur les rapports entretenus à la religion ainsi que sur les effets des débats publics et de la loi interdisant les signes religieux à l'école sur les (jeunes) femmes concernées.

En 2014-2015, il a réalisé une enquête financée par l'Agence régionale de santé de Picardie sur les facteurs sociaux de l'installation en libéral des médecins généralistes.

Julia Christ est chargée de recherche au CNRS en philosophie. Ses travaux s'inscrivent dans le domaine de la philosophie sociale et politique. Spécialiste de la théorie critique elle a soutenu en 2013 une thèse sur la théorie de la société de Th. W. Adorno. Ce travail examine à partir des acquis à la fois de la psychanalyse et de la sociologie pragmatique la pertinence du concept de totalité sociale, afin de mettre au jour le concept de critique immanente qu'une philosophie sociale qui n'abandonne pas le concept de société comme totalité constituée en immanence peut revendiquer. Ce travail paraîtra début 2017 chez l'éditeur Nomos. Elle est par ailleurs traductrice des *Ecrits sociologiques* d'Adorno en langue française.

Entre 2010 et 2016 elle a été assistant puis maître-assistant d'Axel Honneth à la chaire de philosophie sociale de l'Université de Francfort. Elle a codirigé le programme de recherche ANR/DFG (2013-2016) « Actualité de la critique : théorie

de la société, sociologie et critique sociale en France et en Allemagne ». Plusieurs publications sont sorties de ce projet. Par ses recherches actuelles sur la notion de « corps social » elle essaie de construire, à partir d'une confrontation entre la pensée marxienne de la société et celle de la tradition durkheimienne, un concept de « cohésion sociale négative », permettant de comprendre le lien spécifique qui produit la société capitaliste.



Virginie Descoutures est maîtresse de conférences en sociologie à l'UPJV. Ses travaux traitent de l'articulation du genre, de la sexualité et de la parenté à partir des changements observables dans la vie privée et la famille contemporaine, mais aussi au travers des politiques publiques qui organisent ces changements autant qu'elles en sont la manifestation. Que ce soit en matière d'union (pacs, union civile, mariage), de recours

aux techniques de procréation médicalement assistées, de filiation, les diverses transformations juridiques liées à la vie privée et les controverses politiques qui les accompagnent ne sont pas seulement le symptôme d'une évolution sociale, elles contribuent à la produire. Il ne s'agit donc pas seulement du droit et des lois, il en va de l'étude des normes de genre qui organisent l'ordre des sexes et des sexualités tant dans l'espace public que dans l'intimité. Cette double problématique est au cœur de plusieurs recherches depuis sa thèse sur Les mères lesbiennes (PUF, 2010), ou plus récemment une enquête portant sur la transmission du double nom de famille en France suite à la loi de 2005 et sur les usages sociaux qu'en font les hommes et les femmes. Elle est par ailleurs membre de l'équipe de recherche DEVHOM (Homoparentalité, fonctionnement familial, développement et socialisation des enfants) qui porte sur des enfants qui grandissent dans des familles homoparentales

Bertrand-Léo Combrade est Maître de conférences en droit



public à l'UPJV, où il enseigne le contentieux administratif, le droit administratif, le droit public des affaires et le droit de l'urbanisme. Il a soutenu, en décembre 2015, une thèse de droit constitutionnel consacrée à *L'obligation d'étude d'impact des projets de loi* (Dalloz, coll. Nouvelle Bibliothèque des Thèses, 2017), dans

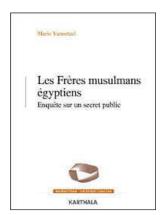
laquelle il analyse l'influence de cette réforme sur le processus d'élaboration de la loi.

Il participe à plusieurs projets collectifs, tels que le programme Volonté générale et droit de réclamation à l'Université Paris 1 et le projet franco-allemand «Bihacotax» en droit fiscal (financé par l'Agence nationale de la recherche). Ses recherches portent principalement sur le droit constitutionnel et le droit administratif

N°8 JANVIER 2017 LETTRE DU CURAPP-ESS PAGE 5

#### **PUBLICATIONS**

# LES FRÈRES MUSULMANS ÉGYPTIENS. ENQUÊTE SUR UN SECRET PUBLIC



Marie Vannetzel, Les Frères musulmans égyptiens. Enquête sur un secret public, Editions Karthala, Coll. « Recherches internationales », 456 p., 2016

Les Frères musulmans, mouvement islamiste fondé en 1928 en Egypte, ont connu un destin mouvementé depuis la chute d'Hosni Moubarak en 2011. Après avoir remporté les premières élections libres, suite à la révolution, ils ont été durement réprimés par le régime du Maréchal al-Sissi, qui s'est imposé par un coup d'Etat en 2013. Ce livre offre un éclairage sur ces événements en proposant un retour sur l'histoire et les spécificités des Frères musulmans égyptiens. Issu d'une recherche doctorale en sociologie politique, il montre comment, dans l'Egypte de Moubarak, les Frères musulmans constituaient un « secret public ». Le mouvement était en effet contraint, par le régime, à une semiclandestinité qui façonnait ses contours ainsi que ses modes d'action. Pendant des décennies, la Gama'a frériste, cette étrange organisation à la nature indéfinie, existait comme une organisation « interdite mais tolérée ». Elle s'est développée dans l'ambivalence de ses rapports à l'Etat, au régime et à la société égyptienne. Ce livre propose une plongée ethnographique dans trois quartiers du Caire, pour explorer les réseaux locaux de cette organisation. A travers l'étude des députés Frères musulmans élus dans ces trois quartiers, l'auteure analyse les pratiques quotidiennes des militants et leurs interactions avec les autorités locales et les habitants. C'est aussi le fonctionnement interne de l'organisation dans cette situation de semi-clandestinité qui est analysé : elle apparait ainsi tiraillée entre la nécessité de s'implanter largement dans la société pour pouvoir survivre, et la tendance au repli sur un entre-soi clos et totalisant. Ce livre permet ainsi de comprendre les dynamiques concrètes et variées des mobilisations islamistes, et interroge, au-delà, les logiques complexes de coproduction et de contestation de l'ordre autoritaire.

# RETOUR DE FLAMMES. LES POMPIERS, DES HÉROS FATIGUÉS ?

Dans cet ouvrage, Romain Pudal a opté pour un style permettant de parler à plusieurs publics ou lectorats (l'éditeur et les directeurs de la collection, dont Paul Pasquali de notre laboratoire, y ont largement contribué): les collègues sociologues et politistes évidemment mais aussi les pompiers eux-mêmes, les étudiant-e-s de tous niveaux et même quelques « décideurs », comme on dit. C'est sur la base de l'ethnographie longue - quinze ans de pratique en grande banlieue parisienne que ce livre a été écrit, alliant le « récit de vie » aux analyses sociologiques plus serrées ou objectivantes : il y est donc question de socialisation professionnelle, d'habitus pompier, de sociabilité populaire, mais aussi des réalités de terrain, des conditions d'emploi et de fonctionnement de ce service public, enfin des rapports « ordinaires » à la politique et notamment des effets en caserne

des «années Sarko», des émeutes et des crises économiques, sociales, politiques... Le métier de pompier y apparait comme un mixte de main gauche et main droite de l'Etat, traversé d'injonctions contradictoires et en proie à de multiples tensions, notamment un phénomène massif de « professionnalisation des précaires et de précarisation des professionnels ». Tout en tentant de restituer les logiques d'une « droitisation » de certaines classes populaires, l'ouvrage propose de voir dans l'engagement pompier une sorte de militantisme populaire fondé sur un humanisme concret et incarné par la devise pompier : « altruisme, efficience, discrétion ».



Romain Pudal, Retour de flammes. Les pompiers, des héros fatigués ? Editions La Découverte, Coll. « L'envers des faits » 280 p., 2016

#### LA FORÊT SALVATRICE : REBOISEMENT. SOCIÉTÉ ET CATASTROPHE AU PRISME DE L'HISTOIRE

Au XIXe siècle, les Eaux et Forêts et les Ponts et Chaussées rivalisent d'arguments pour faire valoir le rôle bénéfique des forêts sur l'environnement et le climat. Jouant sur la fibre émotionnelle de l'opinion, ils n'hésitent pas à prédire les pires catastrophes, associant le déboisement à la décadence et à l'effondrement de la société. Leur récit pourrait sembler faire écho au discours environnemental contemporain, alors qu'il est en réalité un plaidoyer pour la modernité et l'abolition de toutes les pratiques traditionnelles.

La relecture stimulante de cette controverse sur le rôle des forêts est une invite à débusquer, derrière les apparences, les intérêts en jeu de tout discours catastrophiste environnemental, les liens entre savoir et pouvoir, entre conservation et développement.

> Guillaume Decocq, Bernard Kalaora, Chloé Vlassopoulos, La forêt salvatrice : Reboisement, société et catastrophe au prisme de l'histoire Éditions Champ Vallon, Coll. « L'environnement a une histoire », 190 p., 2016

